

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

BOFIP-GCP-21-0028 du 16/03/2021

NOR : ECOE2108562J

Instruction du 2 mars 2021

DELEGATION DE GESTION PORTANT SUR LES ACTES DE GESTION ET D'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE
DES DEPENSES EFFECTUEES PAR LE CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU SERVICE D'APPUI
AUX RESSOURCES HUMAINES (SARH) DANS LE CADRE DE LA MUTUALISATION
DES FONCTIONS SUPPORTS BUDGETAIRES DES DIRECTIONS DES SERVICES INFORMATIQUES (DISI)

Département de la gouvernance et du support des systèmes d'information (DGSSI)

RÉSUMÉ

La présente convention a pour objet de porter à votre connaissance la délégation de gestion signée par le directeur de la direction des services informatiques Île-de-France avec le directeur du service d'appui aux ressources humaines (SARH) portant sur les actes de gestion et d'ordonnancement secondaire des dépenses dans le cadre de la mutualisation des fonctions supports budgétaires des directions informatiques.

Date d'application : 02/03/2021

DOCUMENTS À ABROGER

Instruction BOFIP-GCP-19-0032 du 02/09/2019 (NOR CPAE1924434J)

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
Annexes.....	4
Annexe n° 1 : Délégation de gestion entre la direction des services informatiques Île-de-France et le service d'appui aux ressources humaines (SARH).....	4
Annexe n° 2 : Avenant à la délégation de gestion entre la direction des services informatiques Île-de-France et le service d'appui aux ressources humaines (SARH).....	7

INTRODUCTION

La présente instruction a pour objet de porter à votre connaissance la délégation de gestion signée par le directeur de la direction des services informatiques Île-de-France avec le directeur du service d'appui aux ressources humaines (SARH) portant sur les actes de gestion et d'ordonnancement secondaire des dépenses dans le cadre de la mutualisation des fonctions supports budgétaires des directions informatiques (DiSI).

Cette délégation de gestion par la DiSI Île-de-France confie au SARH, en son nom et pour son compte, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses relevant des programmes suivants :

- n° 156 « Gestion fiscale et financière de L'État et du secteur public local »,
- n° 723 « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de L'État ».
- n° 362 « Écologie ».
- n° 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières »

LE CHEF DU DÉPARTEMENT DE LA GOUVERNANCE
ET DU SUPPORT DES SYSTÈMES D'INFORMATION

DOMINIQUE DOUILLET

Annexes

Annexe n° 1 : Délégation de gestion entre la direction des services informatiques Île-de-France et le service d'appui aux ressources humaines (SARH)

Convention de délégation de gestion DISI Île-de-France – CSP SARH

La présente délégation est conclue en application :

- du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État modifié par le décret n° 2005-436 du 9 mai 2005 portant statut particulier du corps du contrôle général économique et financier ;
- du décret n° 2008-310 et de l'arrêté du 3 avril 2008 modifiés relatifs à l'organisation de la Direction générale des Finances publiques ;
- du décret du 12 septembre 2008 autorisant le directeur général des Finances publiques à déléguer sa signature ;
- du décret du 20 février 2009 modifié relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;
- de l'arrêté du 11 avril 2011 portant création des directions des services informatiques modifié par l'arrêté du 29 janvier 2019 ;
- de l'arrêté du 26 juillet 2017 relatif au service d'appui aux ressources humaines de la Direction générale des Finances publiques ;
- de l'arrêté du 28 décembre 2017 portant délégation des pouvoirs d'ordonnateur secondaire du ministre de l'action et des comptes publics ;

Entre la direction des services informatiques Île-de-France, représentée par son directeur désigné sous le terme de « délégrant », d'une part,

Et

Le service d'appui aux ressources humaines (SARH), représenté par son directeur désigné sous le terme de « délégataire », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement secondaire, le délégrant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses relevant des programmes suivants :

- n° 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local »,
- n° 723 « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État ».

Le délégrant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

La délégation de gestion porte sur les actes de gestion et d'ordonnancement secondaire des dépenses précisés dans les articles ci-dessous.

Article 2 : Prestations accomplies par le délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après ; à ce titre, la délégation emporte délégation de la fonction d'ordonnateur pour l'engagement, la liquidation et l'établissement des ordres à payer.

1. Le délégataire assure pour le compte du délégant les actes suivants :

- a. il saisit et valide les engagements juridiques ;
- b. il notifie aux fournisseurs les bons de commande sur marchés ;
- c. il saisit la date de notification des actes ;
- d. il réalise, lorsqu'il y a lieu, la saisine du contrôleur financier et de l'ordonnateur secondaire selon les seuils prévus dans l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire des ministères économiques et financiers ;
- e. en mode facturier, il enregistre la certification du service fait valant ordre de payer ;
- f. il instruit, saisit et valide les demandes de paiement quand elles ne sont pas créées par le service facturier ;
- g. il réalise en liaison avec les services du délégataire les travaux de fin de gestion ;
- h. il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
- i. il assiste le délégant dans la mise en œuvre du contrôle interne comptable et met en œuvre le contrôle interne comptable de 1^{er} niveau au sein de sa structure ;
- j. il réalise l'archivage des pièces qui lui incombe.

2. Le délégant reste responsable, dans le cadre de la délégation de signature de l'ordonnateur secondaire, de :

- a. la décision des dépenses,
- b. la constatation du service fait,
- c. le pilotage des crédits de paiement,
- d. l'archivage des pièces qui lui incombe.

Article 3 : Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité comptable et à rendre compte de son activité, le cas échéant.

Il s'engage à fournir au délégant les informations demandées et à l'avertir sans délai en cas d'indisponibilité des crédits.

Article 4 : Obligations du délégant

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

Il adresse une copie du présent document au contrôleur financier et au comptable assignataire concernés.

Article 5 : Exécution financière de la délégation

Le délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés, sous sa responsabilité, la validation dans CHORUS des actes d'ordonnancement.

Article 6 : Modification du document

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant, validé par l'ordonnateur secondaire de droit et dont un exemplaire est transmis aux destinataires mentionnés au second alinéa de l'article 4.

Article 7 : Durée, reconduction et résiliation du document

Le présent document prend effet au jour de sa publication et est renouvelable chaque année par tacite reconduction.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite ; l'ordonnateur secondaire de droit, le comptable assignataire et le contrôleur budgétaire doivent en être informés.

La convention de délégation de gestion est transmise au contrôleur financier et au comptable assignataire, accompagnée de la délégation d'ordonnancement secondaire du délégant et du délégataire.

Ce document sera publié au recueil BOFIP gestion publique.

Fait à Versailles,

Le 2 septembre 2019

Le délégant

Le directeur de la DiSI Île-de-France

Philippe MERLE

Le délégataire

Le Directeur du SARH

François COUSIN

Annexe n° 2 : Avenant à la délégation de gestion entre la direction des services informatiques Île-de-France et le service d'appui aux ressources humaines (SARH)

Avenant n° 1 à la convention de gestion n° GCP-19-0032 du 02/09/2019

DiSI Île-de-France – CSP SARH

Le présent avenant est établi pour l'actualisation de la convention

entre la direction des services informatiques d'Île-de-France, représentée par son directeur désigné sous le terme de « délégrant », d'une part,

Et

Le service d'appui aux ressources humaines (SARH), représenté par son directeur désigné sous le terme de "délégataire", d'autre part,

Article 1^{er} : Objet de l'avenant

La convention prévoit, au travers des dispositions de son article 6 la possibilité d'être modifiée par voie d'avenant.

Cet avenant a pour objet d'ajouter deux programmes à la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes :

1. n° 362 « Écologie »
2. n° 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières »

Article 2 : Durée du présent avenant

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties concernées et est conclu pour la durée de convention de référence.

Fait, le 2 mars 2021 à PARIS

Le délégrant

La Directrice par intérim de la DiSI Île-de-France

Le délégataire

Le Directeur du SARH

Sophie PACOT

François COUSIN

BOFiP

Direction générale des Finances publiques

Directeur de publication : Jérôme Fournel

ISSN 2265-3694